

Fabriques ou colonies?

Autor(en): **Schumann, Hans**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **27 (1935)**

Heft 10

PDF erstellt am: **27.04.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-384031>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

le problème de la pénurie scientifiquement et en rassemblant les réserves mondiales. Il n'y a pas seulement à manger en suffisance pour tous, mais si l'on tient compte des besoins indispensables du consommateur, il y a même excédent de produits alimentaires et de matières premières. Le paysan n'est pas rémunéré comme il devrait l'être pour le travail qu'il fournit, tandis que des millions d'êtres meurent de faim ou sont sous-alimentés parce que les réserves accumulées ne leur sont pas distribuées.

Les peuples se sont pénétrés de ce non-sens et ce dernier a contribué dans une forte mesure à ébranler leur confiance dans le système économique en vigueur. La raison humaine se cabre à la pensée de confier à une loi économique le soin de répartir les biens, loi qui ne pourra pas être appliquée efficacement, d'autant plus que la science et l'esprit d'organisation remportent d'éclatants succès dans d'autres domaines. Il n'y a donc rien d'insensé à attendre des gouvernements qu'ils déploient la même énergie, le même bon sens et la même attention pour satisfaire les besoins élémentaires de leurs ressortissants en fait de nourriture, de vêtement, etc., qu'ils n'en déploient pour la création de lignes aériennes, d'installations de télégraphie sans fil et de mesures pour la défense nationale.

La manifestation de ce changement profond est peut-être l'enseignement le plus important que nous ait donné la crise. Aucun gouvernement d'un Etat civilisé, quel que soit son caractère politique, ne saurait le méconnaître.

Fabriques ou colonies?

Par *Hans Schumann*.

A la suite du conflit italo-abyssin, la question coloniale s'est vue soudain remise au premier plan. Le désir de posséder de riches colonies a toujours fortement aiguillonné les nations navigatrices et il a donné lieu à maintes guerres, à d'innombrables campagnes et il a soulevé bien des haines. La chasse aux colonies a fait naître l'impérialisme que nous pensions aboli à jamais à la suite de la guerre mondiale, ou du moins le croyions-nous dirigé vers d'autres visées. La campagne de l'Italie contre l'Abyssinie remet sur le tapis, avec une nouvelle acuité, le problème de la répartition de la terre. Depuis son avènement à la dictature, Mussolini a insisté sur la nécessité d'une augmentation de la natalité et il a tout mis en œuvre pour répandre cette idée. Cette mesure a naturellement eu pour effet de décupler ce peuple profondément religieux et l'obligation de nourrir beaucoup plus de bouches sur le même espace. Mussolini, l'instigateur de cette surpopulation, se fait maintenant celui du problème du « peuple sans place ». A l'Allemagne, au Japon et à d'autres pays peut-être régis par la dictature, de

réclamer également plus de place pour une population sans cesse croissante. Tous les pays qui se croiront lésés dans ce domaine et qui se sentiront assez forts pour intervenir, vont se mettre à la recherche de colonies et faire valoir leur droit à cet égard. L'Allemagne qui a perdu toutes ses possessions par le Traité de paix, ne sera pas la dernière à se mettre sur les rangs. Et ainsi, nous reviendrons à une époque de guerres coloniales que nous pensions avoir bien loin derrière nous.

Sir Samuel Hoare, actuellement ministre britannique des affaires étrangères, a, par son récent discours prononcé à Genève, placé la nouvelle répartition des richesses économiques du monde entre les grandes puissances, sous un jour nouveau. Il est rare qu'un ministre britannique se soit exprimé en ces termes :

« La richesse en matières premières semble offrir de grands avantages aux pays qui en possèdent. Il existe cependant des pays qui ne possèdent pas ou du moins très peu de richesses naturelles et qui se sont néanmoins enrichis par l'industrie et le commerce. Le gouvernement britannique est d'avis que cette question est bien plus de nature économique que politique ou territoriale. Il s'agit uniquement d'une question de répartition des matières premières qui mérite d'être examinée plus à fond. Je suis certain que mon gouvernement est pleinement disposé à collaborer à cet examen. Cette question a, du reste, été déjà tranchée par la conférence monétaire et économique de 1933. Ces travaux préparatoires faciliteraient sensiblement cette enquête; elle serait bornée exclusivement aux matières premières des colonies, des protectorats et des pays sous mandat. Elle devrait avoir pour objet la répartition des matières premières entre les pays industriels qui en ont besoin, afin de supprimer une fois pour toujours toute exclusivité et tout monopole. »

C'est ainsi que s'est exprimé le représentant du plus grand empire colonial du monde. Il eut suffi de parler ainsi quelques mois plus tôt, de déployer alors l'énergie dépensée actuellement pour empêcher la guerre et faire des concessions à l'Italie à ce moment-là et le conflit serait réglé depuis longtemps. Ce retard dans l'intervention de l'Angleterre n'est pas le moins responsable de l'acuité prise par le conflit. Il n'est cependant pas dans notre intention de nous occuper des questions politiques, nous allons au contraire examiner le côté économique. A Londres vient de paraître un livre de Sir Thomas Holland intitulé « Sanctions des minéraux » (*Sanktionen der Minerale*). L'auteur examine la question de savoir comment la Société des Nations parviendra à obliger un Etat à conclure la paix par des sanctions économiques. Selon Holland les matières premières suivantes sont indispensables et irremplaçables : l'aluminium, l'antimoine, le charbon, le chrome, le cuivre, le coton, le graphite, la houille, le plomb, magnésite, manganèse, du nickel, le pétrole, le mercure, le caoutchouc, le soufre, l'étain, la laine et le zinc. En ce qui concerne les grands Etats, l'auteur évalue les répercussions d'un boycott sur un pays suivant les matières premières dont il dispose abondamment ou dont il est complètement privé.

Les répercussions que peut avoir le boycott sur un pays qui en est victime, ne se manifestent pas partout dans la même proportion, mais nul Etat n'est complètement indépendant en ce qui concerne les matières premières, pas même l'Angleterre qui a pourtant d'importantes colonies. Il convient cependant de se demander si à l'époque d'une surabondance de matières premières, ou disons d'immenses réserves invendables, il vaut la peine, sous tous les rapports, de partir à la conquête de nouvelles colonies. Il faut tout d'abord gagner ou conquérir cette colonie. Après cette opération plus ou moins difficile, une armée coloniale s'impose pour garder la nouvelle possession. Vient ensuite la mise en exploitation du sol, s'il ne s'agit pas d'un désert; travail qui prendra plusieurs années. Ces travaux effectués, on se rendra probablement à l'évidence que les produits obtenus ici s'obtiennent beaucoup plus facilement et à meilleur compte sur le marché mondial. Les Etats qui sont considérés comme solvables sur le marché mondial et qui, à part les matières premières, peuvent obtenir des compensations pour leurs produits fabriqués, ont un avantage indiscutable. Considérons cependant le problème sous un autre angle. *Est-il absolument indispensable d'employer des matières premières naturelles?* Ne peut-on pas en fabriquer? Le laboratoire et la fabrique ne sont-ils pas en mesure de remplacer les matières premières naturelles, et partant, les possessions coloniales?

L'Allemagne, à ce propos, ne manquera certainement pas de faire valoir ses droits à des colonies, et cela en temps opportun et avec énergie, mais cela ne l'empêche pas d'envisager la question « colonies ou fabriques » sous un autre point de vue. L'industrie allemande a été transformée en grande partie pour la fabrication de matières premières. On veut par tous les moyens se rendre indépendant de l'étranger et éviter qu'en cas de guerre le pays succombe par suite de manque de matières premières. D'immenses fabriques pour l'extraction de matières combustibles de la houille sont en construction et même déjà en exploitation. Il est un fait certain aujourd'hui, c'est que l'Allemagne est en mesure de couvrir une grande partie de ses besoins en matières combustibles à l'aide du charbon. Pour le moment du moins, le rendement de ces immenses entreprises ne joue aucun rôle. Lorsqu'il y a quelques années on parla pour la première fois en Allemagne de la production des « Stapelfaser » (fibres végétales), on crut à une plaisanterie. Or, actuellement, l'Allemagne construit 8 grandes fabriques de coton pour la production en grand de ce nouveau produit. Et voyez plutôt: l'Angleterre, l'Italie et le Japon se hâtent à leur tour de construire de grandes fabriques afin de ne pas être en retard sur l'Allemagne. On prédit au coton artificiel un avenir semblable à celui de la soie artificielle qui est pour ainsi dire la seule branche d'industrie qui n'a presque pas connu de crise. La cellulose et la soie artificielle ne peuvent pas remplacer la laine et le coton, néanmoins on peut en

faire des tissus d'aussi bonne qualité que les étoffes naturelles. Comme la cellulose, ils peuvent être amalgamés.

Il y a peu de temps encore on considérait la production du caoutchouc artificiel comme irréalisable. Or, l'industrie des couleurs a résolu ce problème depuis longtemps dans ses grands laboratoires. Jusqu'à présent on a eu peur d'en produire, car on sait que le prix du caoutchouc est tombé à un dixième environ de ce qu'il était il y a 6 ans. Des pneus et cercles de caoutchouc artificiels ont été mis à l'épreuve pendant une semaine et ils se sont avérés aussi solides que ceux en caoutchouc naturel.

De telles expériences doivent être prises au sérieux et il ne faut pas oublier que nous avons suffisamment d'exemples pour nous prouver que les produits artificiels valent nettement les produits naturels. Ne mentionnons pour mémoire que les couleurs dérivés de l'aniline. A ce sujet également personne ne pensait qu'il était possible de remplacer l'indigo. Personne ne saurait le prétendre aussi. Les couleurs artificielles fabriquées par l'industrie chimique de l'Allemagne, de l'Angleterre, de la Suisse, etc. sont parfaites à tous points de vue. Les tissus les plus récents le prouvent. L'essor pris par l'industrie du textile et de l'habillement et toutes leurs variantes n'a été possible que depuis la fabrication des couleurs dérivées de l'aniline. Qu'en est-il de la soie artificielle? Lorsqu'elle fut découverte il y a 50 ans, personne ne voulait y croire. Personne ne concevait que l'homme put se vêtir avec du bois. Et cependant c'est dans l'idée d'imiter le ver à soie que l'on a tenté, à l'aide d'un fil de cellulose, d'obtenir un tissu solide et qu'après maintes tentatives on a donné naissance à une industrie mondiale. Il s'en produit environ 400 millions de kilogrammes par année contre 1 million à peine en 1900. Le produit annuel de la soie artificielle est évalué à 8 milliards de francs français. N'en est-il pas de même pour *l'aluminium*? Avons-nous jamais songé qu'un jour, seule la découverte de ce métal permettrait la construction sur une pareille échelle d'aéroplanes et d'automobiles? C'est peut-être seulement à l'occasion d'une guerre que nous pourrions nous rendre compte du rôle que joue l'aluminium. Cette industrie n'a également que très peu senti les atteintes de la crise.

Et nous pourrions continuer l'énumération. On sait que les fabriques de produits chimiques détiennent des brevets qui révolutionneraient le monde. Une bonne partie ne sont précisément pas mis en pratique parce qu'ils rendraient des industries entières inutiles et raviraient le gagne-pain de milliers d'ouvriers. Ainsi le bois n'a été reconnu que partiellement comme une matière première utilisable. On a également résolu la question d'extraire du sucre du bois pour en faire du fourrage. Le chauffage électrique du terrain contribuera certainement à accélérer la croissance des plantes. On pourra également activer la croissance des fourrages tout comme on est parvenu à faire éclore des œufs sans poule. A quoi ne faut-il pas encore nous attendre dans ce domaine? Nous ne nous rendons

pas compte des richesses que nous possédons en réalité et combien nous pouvons nous rendre indépendants de la nature. L'homme n'est plus l'esclave de la nature, c'est un fait certain. Le pain croît plus rapidement que l'homme. Grâce à la découverte des gaz, nous ne dépendons plus seulement des engrais naturels, mais nous pouvons tirer de l'air des greniers immenses parce que nous pouvons doubler le rendement de notre agriculture. Finie donc la famine; l'homme peut se multiplier sans que nous soyons obligés de nous restreindre dans un avenir prochain.

En considérant la question « fabriques ou colonies » sous cet angle, nous sommes persuadés qu'un peuple travailleur et intelligent n'a pas besoin de colonies. Autrefois, alors que l'homme vivait de son champ de blé, il était obligé de chercher de nouvelles terres. Actuellement, il est plus économe, dans nombre de domaines, de faire travailler les forces dont dispose le pays pour qu'elles produisent à leur tour de nouvelles matières premières. Les matières premières naturelles ne sont plus un monopole indispensable. Le don de découverte de l'homme a renversé la nature. La branche des produits « ersatz » en Europe est désormais l'industrie de l'avenir. Sans vouloir prôner l'autarchie, force nous est de reconnaître que dans ce domaine, chaque pays pauvre en matières premières et qui vit de l'importation de ces dernières, a de grandes chances de réussir par là. Il importe bien plus de chercher à occuper les forces indigènes que de convoiter des colonies.

Economie politique.

Les banques suisses en 1934.

La crise bancaire se poursuit avec la même intensité. Il semblait toutefois l'année dernière qu'un léger mieux s'était produit. Seules les nouvelles restrictions de transfert prescrites par l'Allemagne au début de 1935 ont occasionné une nouvelle crise de confiance tout d'abord envers les grandes banques, puis à l'égard d'autres instituts. A la suite de l'attitude dirigée par la spéculation contre le franc suisse au printemps de cette année, la situation s'aggrava encore.

Les banques ont à faire face en particulier à 2 problèmes: le problème de la liquidité et celui de la rentabilité. La liquidité (c'est-à-dire les moyens liquides nécessaires pour répondre à toutes les demandes de retrait) n'est pas directement menacée par les sommes déposées à l'étranger et que l'on ne peut pas faire rentrer, car très souvent les capitaux gelés ne dépassent pas le capital-actions, ni les réserves. En outre, les transactions avec l'étranger ne concernent que les grandes banques et quelques banques locales qui, à la suite d'une direction incapable, ont dépassé leur champ d'activité habituel. Seuls les capitaux gelés à l'étranger provoquent un manque de liquidité, du fait que le public, pris de panique, retire son argent et menace ainsi les possibilités de remboursement des banques peu atteintes par les transactions avec l'étranger. En outre, il ne faut pas oublier qu'à la suite de la crise, d'importants placements dans le pays même ne peuvent pas être réalisés pour le moment. Tel